

DES COALITIONS
AU SERVICE
DU CHANGEMENT

James D. Wolfensohn

Président

du Groupe de la Banque mondiale

Discours prononcé devant
le Conseil des Gouverneurs
Washington
26 septembre 1999

J'

ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette Assemblée annuelle du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée, M. Mahesh Acharya, dont l'action au Népal témoigne d'une connaissance approfondie de beaucoup des dossiers dont je voudrais traiter aujourd'hui. Je remercie aussi mon collègue et ami, Michel Camdessus. Notre collaboration est plus étroite que jamais, et je tiens à saluer l'équipe remarquable qu'il dirige.

Monsieur le Président, j'ai déjà eu le privilège de m'adresser à cette Assemblée à quatre reprises.

En 1995, j'ai parlé du défi posé par le développement, de la nécessité de donner une éducation aux filles et de faire face au fardeau de la dette. J'ai dit que la Banque devait se réorganiser au plan interne et forger des partenariats avec une énergie sans précédent — que ce soit avec les autres organismes publics d'aide et de développement, ou avec la société civile et le secteur privé —, être à l'écoute, et collaborer plus étroitement avec les gouvernements et la population des pays que nous servons.

En 1996, j'ai insisté sur le rôle que nous avons à jouer en tant que « Banque du savoir », et j'ai également parlé du « fléau de la corruption ». La Banque s'est engagée à apporter son concours aux pays intéressés afin de lutter contre la corruption sous toutes ses formes, et nous travaillons sans relâche sur ce front depuis lors.

Vers la fin de cette même année, avec nos partenaires du FMI, nous avons défini l'approche que nous envisagions de suivre pour annuler les créances des pays les plus pauvres. L'Initiative

en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) a véritablement fait une différence, et des progrès supplémentaires ont été réalisés pendant cette Assemblée, à la suite des propositions faites lors du Sommet de Cologne.

En 1997, j'ai parlé d'« en finir avec l'exclusion », de la nécessité de penser le développement en termes humains et de démarginaliser les membres de la société les plus faibles et les plus vulnérables.

Il y a un an, alors que la crise financière en Asie était au centre de nos préoccupations, j'ai parlé de « l'autre crise » — la crise humaine qui est le lot de ceux condamnés à vivre dans la pauvreté, ou encore de ceux qui se sont vus brutalement privés de l'espoir qu'ils venaient de trouver. J'ai parlé du rôle particulier qui incombe à notre institution pour atténuer l'impact de la crise sur les populations, et de l'impérieuse nécessité, au-delà des solutions financières, de prendre en compte, outre les aspects macroéconomiques, les dimensions sociales et structurelles.

Monsieur le Président, nous voici réunis un an plus tard, et il est tentant de se laisser réconforter par l'idée que la crise financière appartient au passé — mais, pour des millions d'êtres humains, l'autre crise est encore une réalité.

Il est tentant de remettre à plus tard les réformes nécessaires — mais, pour des millions d'êtres humains, ces réformes comptent toujours autant. Il est tentant de dire que la tempête s'est apaisée — mais, pour des millions de pauvres et de chômeurs, le port n'est toujours pas en vue.

Nous sommes ici réunis au seuil d'un nouveau millénaire. Le moment est venu de faire le bilan et de nous poser quelques

questions fondamentales. Saurons-nous profiter de ce moment pour élever nos ambitions et œuvrer pour un monde meilleur ? Saurons-nous commencer à juger nos efforts non pas à l'aune de la prospérité de quelques-uns mais des besoins du plus grand nombre ? Serons-nous prêts à engager notre responsabilité et à consentir l'effort voulu pour faire changer les choses ?

Quel est donc le monde qui s'offre à nos yeux à l'aube du nouveau millénaire ?

Un monde dans lequel l'espérance de vie a progressé davantage en 40 ans que durant les 4 000 années précédentes. Un monde où la révolution des communications promet de donner à tous l'accès au savoir. Un monde où une mentalité démocratique a ouvert pour beaucoup de nouveaux horizons. Un monde où 5,7 milliards d'individus vivent dans une économie de marché, contre 2,9 milliards il y a 20 ans.

Mais si nous regardons de plus près, nous verrons autre chose :

Un revenu par habitant qui va plafonner ou reculer cette année dans toutes les régions, hormis l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud. Dans le monde en développement, en dehors de la Chine, 100 millions de pauvres de plus qu'il y a dix ans. Dans au moins 10 pays d'Afrique, le fléau du sida a réduit l'espérance de vie de 17 ans. Il existe dans le monde plus de 33 millions de cas de sida, dont 22 millions en Afrique ; 1,5 milliard d'êtres humains toujours privés d'accès à l'eau salubre et 2,4 millions d'enfants qui en meurent chaque année ; 125 millions d'enfants qui n'ont toujours pas accès à l'enseignement primaire ; 1,8 million d'individus qui meurent pour cause de pollution de l'air dans les habitations. Un monde dans lequel les inégalités d'accès à l'information vont croissant. Et un monde où les

forêts disparaissent au rythme de deux hectares toutes les cinq secondes.

Monsieur le Président, le tableau est effectivement contrasté et les défis considérables. Mais nous sommes à un moment de notre histoire où nous avons la possibilité de tracer une nouvelle route pour parvenir à un monde plus pacifique, plus équitable et plus sûr. Un moment où, au-delà des bilans, il faut passer à l'action.

Mes collègues et moi avons décidé l'année dernière que, pour tracer la voie que nous entendons suivre à l'avenir, nous devions en savoir plus sur nos clients en tant qu'individus. Nous avons lancé une étude dans laquelle la parole était donnée aux pauvres, et où il était question de leurs espérances, de leurs aspirations, de leur vécu. Des équipes de la Banque et de certaines organisations non gouvernementales ont recueilli les témoignages de 60 000 pauvres, hommes et femmes, dans 60 pays. Permettez-moi de vous faire part de ce que nous avons appris.

La pauvreté est bien plus qu'un simple problème de revenu. Les pauvres aspirent à un sentiment de bien-être, c'est-à-dire à la tranquillité d'esprit, à la santé, à l'insertion et à la sécurité. Le bien-être veut dire pouvoir faire des choix, être libre et avoir une source régulière de revenus.

Le bien-être, c'est avoir la chance de pouvoir saisir les opportunités économiques — chose que les pauvres se sentent bien moins en mesure de faire qu'il y a dix ans.

Le bien-être, c'est la sécurité des personnes. Aujourd'hui, davantage de femmes travaillent en dehors du foyer pour essayer de joindre les deux bouts. Mais l'inégalité entre les sexes

existe toujours dans les ménages, et la violence familiale est un problème croissant.

Enfin, la corruption est une réalité quotidienne pour les pauvres lorsqu'ils essaient d'avoir accès aux services publics et de gagner leur vie.

Monsieur le Président, que répondent les pauvres quand on leur demande ce qui changerait le plus leur vie ? Ils parlent d'organisations qui leur soient propres, pour pouvoir négocier avec les administrations, les commerçants et les organisations non gouvernementales ; d'une aide directe dans le cadre de programmes entrepris à l'initiative de leur communauté, pour pouvoir influencer sur leur propre destin ; d'un contrôle des fonds à l'échelon local, pour pouvoir mettre fin à la corruption. Ils veulent que les organisations non gouvernementales et les gouvernements leur rendent compte de leurs actes.

Voici les mots qu'ils emploient pour décrire le monde :

Une femme âgée, en Afrique : « Pour moi, une vie meilleure, c'est la santé, la paix, vivre entourée d'amour, et ne plus avoir faim. »

Un homme d'âge moyen, en Europe de l'Est : « Aller bien, c'est savoir de quoi demain sera fait. »

Un jeune homme au Moyen-Orient : « Personne n'est capable de communiquer nos problèmes. Qui nous représente ? Personne. »

Une femme en Amérique latine : « Je ne sais pas à qui me fier, aux policiers ou aux criminels. Notre sécurité, nous l'assurons nous-mêmes. Nous travaillons et nous vivons cachés. »

Une mère en Asie du Sud : « Quand mon enfant me demande quelque chose à manger, je lui dis que le riz est en train de cuire jusqu'à ce qu'il s'endorme de faim, car il n'y a pas de riz. »

Ces gens parlent d'une voix forte, pleine de dignité. Beaucoup d'entre eux représentent une nouvelle génération, qui cherche à prendre son destin en main. Ce sont des actifs productifs, pas des cas charitables. Ils peuvent bâtir leur avenir si on leur en donne la possibilité et l'espoir. Ils parlent de sécurité, d'une vie meilleure pour leurs enfants, de paix, de leur famille, et d'une existence libérée de l'anxiété et de la peur.

Nous qui sommes assis confortablement à Washington, nous devons entendre ces aspirations, car ce sont les mêmes que les nôtres.

Non, Monsieur le Président, la crise n'est pas terminée. Le défi ne fait que commencer. Le mois prochain, la population du globe atteindra les 6 milliards. Sur la base des tendances actuelles, nous n'atteindrons pas l'objectif du développement international consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, pas plus que celui consistant à assurer l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015. Sur la base des tendances actuelles, nous n'atteindrons pas l'objectif du développement international consistant à inverser la tendance à la dégradation de l'environnement à l'échelle nationale et mondiale d'ici à 2015. Dans 25 ans, le nombre d'habitants de notre planète sera passé de 6 à 8 milliards. Sur les 6 milliards actuels, 3 milliards ont moins de 2 dollars par jour pour vivre, et 1,3 milliard moins d'un dollar. Et ces chiffres stupéfiants risquent de passer respectivement à 4 milliards et 1,8 milliard. Ce n'est pas un héritage que nous voulons laisser à nos enfants.

Le nombre des conflits sera probablement plus grand, la qualité de notre environnement sera pire et les disparités entre riches et pauvres plus grandes.

Les pauvres parleront d'une voix plus forte, mais seront-ils entendus ?

Monsieur le Président, qu'avons-nous appris sur le développement ? Nous avons appris que le développement est possible, mais pas inévitable. Que la croissance est essentielle, mais pas suffisante pour assurer le recul de la pauvreté.

Nous avons appris que nous devons placer la pauvreté au premier rang et au centre de nos préoccupations. Nous avons appris que les dimensions sociales et structurelles doivent aller de pair avec les aspects macroéconomiques et financiers.

Nous avons appris, Monsieur le Président, qu'un développement véritable et efficace suppose une prise en charge et une participation à l'échelon local. L'heure n'est plus au développement qui se décide à huis clos à Washington ou dans les autres capitales occidentales, ou dans une capitale quelconque en l'occurrence.

Récemment, à Stockholm, lors d'une réunion consacrée aux progrès réalisés dans le domaine du Cadre de développement intégré (CDI), le Président tanzanien, M. Mkapa, a dit : « La paternité des politiques et des programmes de développement n'est pas seulement une aspiration nationaliste bien compréhensible, ou un droit naturel et souverain, mais elle crée aussi les dispositions et les conditions les plus propices à un effort soutenu et à un développement autonome, tant au plan national qu'à l'échelon local. »

« Il faut encourager et amener nos populations à assumer la maîtrise de leur propre développement, à être non seulement des bénéficiaires, mais aussi des *acteurs* de développement. »

Il nous faut tenir compte de cet appel au moment où nous établissons nos programmes de développement pour les années à venir. Mais nous devons aller plus loin. Nous devons reconnaître le rôle qui nous incombe à nous aussi afin d'aider, et non pas de freiner, ces *acteurs* de développement en coordonnant mieux nos propres activités. Il est scandaleux que la Tanzanie doive produire chaque année 2 400 rapports trimestriels pour ses bailleurs de fonds. Il est scandaleux qu'elle ait à subir 1 000 missions de bailleurs de fonds chaque année. Et elle est loin d'être la seule dans ce cas.

Alors, quelle démarche devons-nous adopter à présent ? Monsieur le Président, c'est conscients de la nécessité de mieux coordonner nos efforts, de considérer le développement dans sa globalité et de donner vraiment aux pays la direction des opérations que nous avons lancé cette année le Cadre de développement intégré.

Notre objectif était simple : prendre en compte à la fois les aspects structurels et sociaux du développement et ses dimensions macroéconomiques et financières afin de parvenir à une approche bien plus équilibrée et bien plus efficace. Faire intervenir tous les acteurs afin de donner plus de poids à l'ensemble de nos activités. Collaborer avec la communauté du développement au sens large — avec les Nations Unies, l'Union européenne, les donateurs bilatéraux, les banques régionales de développement, la société civile et le secteur privé — afin de mettre en place une nouvelle génération d'authentiques partenariats.

Quels résultats avons-nous obtenus à ce jour ? En collaboration avec nos partenaires, le CDI est aujourd'hui à l'essai dans 13 pays. Nous apprenons à mieux coopérer et à mieux coordonner notre action à l'échelon local.

À la suite des entretiens que j'ai eus avec un grand nombre de ministres, je pense que la démarche suivie par le CDI bénéficie désormais d'un large appui. Il ne s'agit pas d'un plan à suivre, Monsieur le Président, mais d'un processus qui nous permette de poursuivre les objectifs du développement à long terme en mettant l'accent sur les résultats et en plaçant les pays aux commandes, en collaboration avec la communauté du développement au sens large.

D'ici peu, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques rendra compte de son examen d'initiatives bilatérales et multilatérales suivant un schéma similaire au CDI. La conclusion qui s'en dégagera est que la nécessité de partenariats et d'efforts plus coordonnés est largement reconnue et acceptée.

Je me réjouis par ailleurs que nous ayons conclu un accord historique avec le Fonds monétaire international pour concevoir en commun et avec les gouvernements des pays qui font appel à nous un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Nous adopterons ainsi une approche équilibrée qui fasse le lien entre les paramètres macroéconomiques et financiers et les aspects humains, structurels et sociaux au moyen d'un seul et même document qui orientera les programmes de nos deux institutions.

Mais il me semble, Monsieur le Président, que nous avons aussi appris autre chose au cours des 12 derniers mois. Nous

avons appris que les crises financières et la pauvreté ont une seule et même cause. Un pays peut concevoir des politiques budgétaires et monétaires avisées mais, si la gestion des affaires publiques y est déficiente, s'il ne s'attaque pas au problème de la corruption, s'il ne possède pas un système juridique sans faille qui garantisse les droits de la personne, les droits de propriété et le respect des contrats, qui offre un cadre à la législation des faillites et à un système fiscal prévisible, s'il n'est pas doté d'un système financier ouvert et contrôlé, reposant sur une réglementation appropriée et des comportements transparents, son développement est fondamentalement vicié et sera éphémère.

À quoi bon les textes de loi si les juges sont corrompus, si les plus pauvres et les plus vulnérables ne peuvent attendre de la police que brutalité ?

À quoi bon la protection de la constitution si les femmes sont victimes de la discrimination sur le marché du travail et de la violence dans leur foyer ?

À quoi bon l'investissement étranger si un pays n'a pas de normes comptables et de règles de transparence, de droit des obligations et de système fiscal prévisible et équitable ?

À quoi bon la privatisation s'il n'existe pas de filet de protection sociale face au chômage, ni de règles pour protéger le public de monopoles privés ?

Les lacunes du développement institutionnel et de la gouvernance et l'absence de personnel adéquat et correctement rémunéré exercent un effet destructeur sur l'élaboration des politiques, la prestation des services et la responsabilité.

Monsieur le Président, ce que notre expérience en général et les programmes pilotes lancés au titre du CDI nous ont enseigné, c'est que le renforcement de l'organisation, des capacités humaines et de la structure des gouvernements à l'échelon aussi bien central que local constitue la priorité numéro un si nous voulons relever le défi de la pauvreté. Nous avons également appris que, en fixant le calendrier des mesures à prendre au titre du CDI, nous devons absolument privilégier le renforcement de la gouvernance et des capacités au niveau des administrations et de la société civile.

Une récente enquête du PNUD auprès de 150 coordinateurs résidents confirme le bien-fondé de cette démarche. Plus de la moitié donnent la priorité absolue au renforcement de la gouvernance et des capacités. Une autre enquête récemment menée auprès de plus de 3 600 entreprises privées de 69 pays va dans le même sens, en constatant la nécessité d'institutions et de règles solides. Nos propres consultations auprès des pauvres le confirment aussi : trop de corruption, trop de violence, trop d'impuissance et de faiblesse, déplorent-ils encore et encore. Ils aspirent à un système qui les traite avec équité et qui leur permette de s'exprimer. Et s'ils ne peuvent obtenir cela par la voie des urnes ou de leurs administrations, ils veulent pouvoir y parvenir par un mode d'organisation informel en dehors des structures officielles.

Que faut-il vraiment faire pour qu'à l'impuissance succède une pratique démocratique ? Que faut-il pour qu'à la faiblesse succède la capacité d'action ? Que faut-il pour qu'à la violence succèdent la paix et l'équité ?

Il faudra d'abord et surtout un véritable engagement des leaders de tous les pays, qu'il s'agisse des dirigeants élus ou de ceux qui détiennent pouvoir financier et influence.

Il faudra une volonté de réformer les systèmes de gouvernement, les réglementations et les institutions ; il faudra un appui vigoureux pour renforcer les capacités. Il faudra des forces de police qui ne soient plus considérées comme des agents d'oppression, mais bien plutôt comme des forces de protection et de sécurité. Il faudra de solides institutions locales, pour que l'administration soit plus proche des pauvres. Il faudra mettre les populations à même de concevoir et de mettre en œuvre leurs propres programmes, parce que la corruption a beaucoup moins de prise si une communauté gère elle-même ses ressources.

Qu'on examine la situation au niveau de l'État ou à l'échelon local, à travers le prisme de la crise financière ou des besoins humains ; qu'on s'adresse aux investisseurs, aux banquiers ou à ceux qui ne possèdent rien, la réponse est toujours la même : gouvernance et capacité sont cruciales. La lutte contre la pauvreté étant notre priorité numéro un, c'est sur la gouvernance, les institutions et le renforcement des capacités que doivent porter nos efforts.

Des études confirment déjà ce que nous savions sûrement de manière intuitive, à savoir qu'une bonne gestion des affaires publiques va de pair avec un PNB par habitant et un taux d'alphabétisme des adultes plus élevés, et une mortalité infantile plus faible. Une mauvaise gouvernance, c'est-à-dire l'absence de responsabilité et de transparence, la corruption et la criminalité, est le facteur qui fait le plus obstacle au développement et à la résorption de la pauvreté. Une gouvernance insuffisante risque de compromettre l'Initiative PPTE, qui ne réussira que si les ressources libérées sont délibérément affectées à la lutte contre la pauvreté. Si la gestion des affaires publiques est déficiente, il n'y aura pas d'avancées en matière

d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau, d'énergie ou de développement rural et urbain. Faute de bonne gouvernance, des pays et des peuples entiers risquent de se trouver marginalisés sur le plan économique, et ce de manière durable. Car si les prêts ne donnent de bons résultats que dans les pays dotés de politiques adéquates et d'institutions solides, qui prêtera à ceux dont les performances laissent à désirer ?

À la Banque, nous nous proposons de mettre fortement l'accent, dans les années à venir, sur le renforcement des structures et de la gouvernance, en collaboration avec les gouvernements.

Possédons-nous toutes les réponses ? Non. Possédons-nous toutes les compétences ? Certes pas. Nous ne pouvons réussir qu'en partenariat avec d'autres membres de la communauté du développement, dont la société civile et le secteur privé. Dans les mois qui viennent, nous nous emploierons avec le PNUD, qui a des compétences et une expérience particulières en ce domaine, et avec d'autres à analyser nos actions respectives en matière de gouvernance et de renforcement des capacités. Nous évaluerons l'expérience et les atouts respectifs de chacun d'entre nous et déterminerons comment aller de l'avant tous ensemble.

Monsieur le Président, pareil objectif exige que nous nous intéressions tout particulièrement à l'interaction des systèmes qui fonctionnent et qui permettent aux sociétés de fonctionner elles aussi de manière efficace. Il exige que nous portions notre attention sur les systèmes de gestion des affaires publiques satisfaisants, dotés de poids et de contrepoids, et que les gouvernements engagent la lutte contre la corruption.

Il exige l'édification de systèmes juridiques et judiciaires qui protègent les droits des citoyens et leurs projets, et pas seulement

ceux des gouvernements et des grandes entreprises. La corruption, qui dépouille les pauvres du peu qu'ils possèdent, est un problème fondamental pour la lutte contre la pauvreté. Nous devons faire en sorte que tous puissent avoir le même degré de confiance dans les systèmes bancaires et financiers, les investisseurs internationaux comme les petits épargnants, en particulier les femmes. Il faut établir des procédures modernes dans le secteur des entreprises, et instituer notamment des règles au plus haut niveau en matière de comptabilité, d'audit et de diffusion de l'information. Nous devons mettre l'accent sur des dispositifs de microcrédit, sur des modalités de financement des petites et moyennes entreprises et sur des mécanismes de microassurance qui fonctionnent aussi bien en période de crise qu'en temps ordinaire.

Nous devons former des fonctionnaires et des responsables communautaires méthodiques et motivés, conscients d'avoir pour mission de servir la communauté. Et nous ne devons pas oublier, Monsieur le Président, que cette formation suppose elle-même l'existence de moyens d'enseignement et d'apprentissage efficaces. Nous devons nous employer à mettre en place, à l'échelon des administrations locales *et* de la société civile, des dispositifs institutionnels solides et de nature à inspirer confiance, car il ne fait aucun doute que la réduction de la pauvreté se joue au niveau local.

Pour mettre en place ces structures institutionnelles, il ne suffit pas de changer les règles formelles. Il faut changer les règles et normes informelles, former les individus, inculquer des valeurs, établir des compétences et créer des incitations propres à fournir à ceux qui sont acquis au changement les appuis voulus.

Un nouveau modèle se fait jour en Afrique, avec le Partenariat pour le renforcement des capacités, un concept qui a mis deux

ans à se matérialiser dans les faits. Conduit par les Africains, ce partenariat sera mis en œuvre par les Africains. Il fait appel au concours et à la collaboration directe de la Banque, du FMI, du PNUD et de la Banque africaine de développement, et il est ancré sur des principes de collaboration avec le secteur privé et la société civile. Nous avons pris un engagement de 150 millions de dollars en faveur d'un fonds correspondant. Nous apporterons tous notre contribution à nos collègues africains pour les aider, par un effort coordonné et immédiat, à atteindre leurs objectifs.

Mais n'oublions pas l'injonction du Président Mkapa : nous devons susciter des *acteurs* de développement. Trop de programmes de renforcement des capacités ont échoué dans le passé parce qu'ils ne reposaient pas sur une prise en charge au niveau local.

Monsieur le Président, j'ai longuement parlé de complexité de l'action à entreprendre pour atteindre nos objectifs à l'échelon d'un pays. Mais nous savons que les pays dépendent les uns des autres. Nous savons qu'ils ne sont plus seuls maîtres de leur destinée. Il nous faut des règles mondiales et un comportement mondial. Il faut qu'à la nouvelle architecture financière mondiale fasse pendant une nouvelle architecture du *développement* international.

À quoi pourrait ressembler cette nouvelle architecture du développement ?

Premièrement, il s'agirait d'une coalition fondée sur la coopération de tous les acteurs — les Nations Unies, les gouvernements, les organismes multilatéraux, le secteur privé et la société civile. Une coalition entre les bénéficiaires, les bailleurs de fonds et les citoyens des pays donateurs, une coalition fondée

sur l'obtention de résultats. L'aide au développement doit être bien utilisée, elle ne doit pas être détournée par la corruption et elle doit profiter aux pauvres. Les électeurs veulent que leur assistance fasse une différence. La bonne volonté existe — ce qu'il faut, ce sont des résultats.

Deuxièmement, ce serait une coalition telle que nous sachions tous qu'il nous faut briser les chaînes de la dette, mais qu'il nous faut aussi trouver les ressources nécessaires pour aller bien au-delà et briser encore les chaînes de la pauvreté. L'annulation des dettes des PPTE que nous avons annoncée n'est qu'un premier élément de réponse au défi qui nous est lancé.

Troisièmement, tous les partenaires reconnaîtraient la nécessité d'un système commercial qui fonctionne bien, dont les règles et les normes, équitables et globales, soient un facteur d'intégration. Un cycle du développement pour le XXI^e siècle.

Quatrièmement, nous reconnâtrions aussi que l'environnement ignore les frontières. Nous devons appliquer les conventions internationales sur les changements climatiques, la désertification et la diversité biologique, comme nous l'avons fait s'agissant de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Il nous faut passer à l'action et donner suite à ces conventions mondiales. Nous devons faire en sorte que le Fonds pour l'environnement mondial dispose de toutes les ressources financières dont il a besoin pour accomplir sa mission.

Cinquièmement, nous reconnâtrions que la recherche moderne a le pouvoir de démocratiser la santé — de découvrir de nouveaux vaccins pour éradiquer le sida, le paludisme, la tuberculose et la poliomyélite.

Sixièmement, les partenaires réunis au sein de cette coalition chercheraient à donner à la révolution de l'information une dimension véritablement universelle — pour en faire un moyen de combler l'inégalité croissante de l'accès au savoir, de relier tous les pays en développement et les économies en transition au reste du monde et les uns aux autres, de mettre satellites, courrier électronique et l'internet au service d'un partage universel de l'information et du savoir. Car il ne fait aucun doute que la révolution technologique aura un impact formidable sur la nature du développement.

Monsieur le Président, la mondialisation peut être davantage que la libération des forces du marché mondial. Elle peut aussi nous permettre d'unir librement nos efforts et nos connaissances pour parvenir à des solutions mondiales.

Nous devons allier nos efforts en faveur du changement. Former des coalitions avec le secteur privé pour promouvoir l'investissement, la création d'emplois, le transfert de technologie et de compétences, et la responsabilité sociale.

Former des coalitions avec la société civile et les communautés locales pour mobiliser le type de soutien à la base que nous avons vu animer la campagne pour la réduction de la dette — et pour l'étendre à la santé, à l'éducation pour tous, à la participation et à la lutte contre la pauvreté.

Former des coalitions avec les gouvernements pour les aider à prendre en charge leurs propres programmes de développement, avec la participation de leurs citoyens. Former des coalitions qui nous unissent les uns aux autres pour mettre fin aux querelles de clocher, au gâchis et à la duplication des efforts.

Former des coalitions avec les religions, les syndicats et avec les fondations au profit de notre action commune. Former des coalitions au service des sept engagements pris par les Nations Unies en faveur du développement durable, des droits des femmes, de l'éducation, de la diminution de la mortalité infantile, juvénile et maternelle, de la santé génésique et de l'environnement.

Je me porte garant devant vous de notre volonté de coopérer avec tous nos partenaires à l'édification de ces coalitions en faveur du changement pour que, lorsque nous nous rencontrons l'an prochain à Prague, nous ayons commencé à mettre en place cette nouvelle architecture du développement.

Monsieur le Président, j'ai tracé ici les grandes lignes d'un ordre du jour complexe. La Banque se mobilise-t-elle pour relever ce défi ? Sans aucune hésitation, je crois pouvoir dire oui. Nous consacrons déjà plus de 5 milliards de dollars par an à l'amélioration de la gouvernance — par des actions dans le domaine de la réforme de la fonction publique, de la gestion budgétaire, de l'administration fiscale, de la décentralisation, de la réforme juridique, de la réforme judiciaire et du renforcement des institutions.

Nous collaborons avec plus d'une vingtaine de pays à des programmes anticorruption. Nous contribuons à la formation des juges, nous organisons des ateliers nationaux publics pour faire toute la lumière sur le problème de la corruption. Nous formons même des journalistes d'investigation — conscients qu'une presse libre et professionnelle est la voix de la société. En matière de savoir, nous avons progressé de manière spectaculaire au cours des quatre dernières années. Les programmes d'enseignement à distance diffusés par notre Banque du savoir

nous rapprochent les uns des autres. Ils apportent le savoir jusque dans les lieux les plus reculés en éliminant l'obstacle d'infrastructures d'information insuffisantes, en ouvrant aux étudiants les portes de l'Université virtuelle africaine et en reliant les écoliers des pays industriels avec leurs frères et sœurs du monde en développement par l'intermédiaire de notre programme WorldLinks.

Nous avons mis en place un ambitieux programme d'élimination des bidonvilles, en alliant nos efforts à ceux des populations locales pour régler le problème des droits de propriété et réaliser des projets durables d'amélioration des infrastructures. Avec le Fonds mondial pour la nature, nous avons conclu une alliance puissante pour sauver nos forêts ; avec le secteur privé, les Nations Unies et les fondations, nous organisons une Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, un Groupe de travail pour un vaccin contre le sida, et une initiative antipaludisme. Avec plus de 140 partenaires, nous avons déjà jugulé l'onchocercose. C'est là un exemple formidable de ce que nous pouvons accomplir ensemble. Et nous collaborons avec les communautés locales à l'édification de partenariats à partir de la base — en faisant intervenir les institutions démocratiques locales, comme en Inde. Nous avons appris que les meilleurs de nos projets, et les plus efficaces, sont ceux qui ont une base locale et qui sont proches de nos véritables clients, tous ceux qui, en ville ou à la campagne, vivent dans la pauvreté. Nous avons appris que la responsabilisation et l'implication des populations locales doivent être au cœur de notre nouvelle architecture.

La Banque est-elle de taille à relever le défi qui nous est lancé ? Je crois que la Banque, la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

disposent de 10 000 agents extraordinairement doués et déterminés. L'année a été rude et je tiens à leur exprimer ma gratitude, et à remercier aussi leur famille, pour tout ce qu'ils ont accompli.

Monsieur le Président, nous sommes au seuil d'un nouveau millénaire. Le champ du possible est immense.

Saurons-nous faire preuve du courage et du dynamisme nécessaires pour mettre à profit toutes ces possibilités ? Allons-nous enfin admettre que nous vivons dans un seul et même monde ? Regardons autour de nous. Nous sommes liés par les systèmes financiers, nous sommes liés par les systèmes de communication..., nous sommes liés par l'environnement, nous sommes liés par le commerce. Les migrations ne connaissent pas de frontières, la criminalité ne connaît pas de frontières, les drogues, la guerre, la paix ne connaissent pas de frontières.

Seuls les budgets nationaux s'arrêtent aux frontières, Monsieur le Président. Seules les élections nationales ne prêtent guère attention à ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Les dirigeants doivent expliquer à nos populations que nos intérêts nationaux ont une dimension internationale. Nous devons réaffirmer notre attachement à la cause du développement, notre réelle solidarité, notre détermination de concrétiser dans les faits les déclarations généreuses prononcées par tant de dirigeants de pays industriels à l'égard des pays en développement. Nous devons trouver la volonté d'atteindre l'objectif recommandé de 0,7 % du PNB pour l'aide publique au développement. Enfin, les dirigeants des pays en développement et en transition doivent réaffirmer leur volonté de

tenir leurs promesses de bonne gestion des affaires publiques, d'égalité et de croissance.

Ces engagements, Monsieur le Président, doivent aussi revêtir un aspect humain et moral. Au seuil du XXI^e siècle, nous devons réaffirmer notre volonté fervente de construire un monde solidaire. Nous devons tous nous sentir responsables de l'équité sur terre, seul gage de paix. Comment ne pas être sensibles à ce que nous disaient les pauvres que j'ai cités tout à l'heure ?

Un père de famille en Europe de l'Est : « La pauvreté c'est l'humiliation, le sentiment de dépendre des autres, de ne pouvoir faire autrement que de subir l'impolitesse, les insultes et l'indifférence quand nous demandons de l'aide. »

Et Bashiranbibbi, en Asie du Sud : « Au début, j'avais peur de tout et de tout le monde : de mon mari, du village, de la police. Aujourd'hui, *je ne crains personne*. J'ai mon propre compte en banque. Je suis la responsable du groupe d'épargne de mon village. J'explique à mes sœurs ce qu'est notre mouvement. »

Monsieur le Président, nous devons nous tourner vers l'avenir. Nous devons tout faire pour que vienne le jour où, dans le monde entier, les pauvres, les jeunes pleins d'espoir, les personnes âgées, les enfants des rues, les handicapés, les ouvriers ruraux, les habitants des bidonvilles pourront crier « *Aujourd'hui, je ne crains personne. Aujourd'hui, je ne crains personne.* »